

# Grandes manœuvres pour 2009

## La campagne présidentielle allemande et ses enjeux politiques

Sébastien Vannier

### Revue du dialogue franco-allemand Documents

Franzosen schreiben über Deutschland. Unsere französische Partnerzeitschrift *Documents* berichtet in ihrer aktuellen Ausgabe über die Wahl zum Bundespräsidenten. Autor Sébastien Vannier ist Korrespondent der Online-Zeitung der Auslandsfranzosen [www.lepetitjournal.com](http://www.lepetitjournal.com) in Berlin.

L'un après l'autre, Horst Köhler, actuel président de la République fédérale d'Allemagne, puis Gesine Schwan, son adversaire de 2004, ont annoncé leur nouvelle candidature pour 2009. Même si la fonction présidentielle reste principalement représentative, cette entrée en matière électorale fait couler beaucoup d'encre.

Le rôle du président fédéral allemand est clairement à différencier de celui de son homologue français. Si la Ve République, puis la pratique des différents titulaires de ce poste à commencer par le Général de Gaulle, ont donné beaucoup de pouvoirs au Président français, ceux du Président allemand sont beaucoup plus limités. En tant que chef d'État, il est certes le numéro un dans l'ordre protocolaire. Mais sa mission principale reste de représenter l'Allemagne, que ce soit à l'intérieur ou à l'étranger. Le reste de ses pouvoirs théoriques (dissolution du *Bundestag*, nomination et révocation du chancelier fédéral ainsi que des ministres fédéraux, entre autres) demeure en pratique surtout formel. Cette limitation est une conséquence directe des heures noires de l'Histoire allemande, le but étant d'éviter de répéter les erreurs de la fin de la République de Weimar.

En raison de ce rôle politique étroit, la notoriété des différents Présidents allemands est restée moindre, a fortiori à l'étranger. La liste des diffé-

rents chefs de l'État, de Theodor Heuss à Horst Köhler, en passant par Richard von Weizsäcker et Johannes Rau, reste moins connue du grand public que celle des chanceliers. Une fois n'est pas coutume, le quotidien à sensation *Bild* avait remarquablement illustré cette caractéristique politique en titrant „Horst ... wer?“ (Horst ... qui ça?) au moment où Horst Köhler, issu du monde de la finance et ancien directeur général du Fonds Monétaire International, avait été annoncé comme candidat en 2004. Mais depuis son élection avec les voix des chrétiens-démocrates et chrétiens-socials (CDU/CSU) et des Libéraux (FDP), celui-ci s'est fait un nom. En se posant comme le défenseur du peuple allemand au-dessus des partis, il ne s'est pas fait que des amis dans la classe politique et dans celle de la finance, mais il a atteint une



cote de popularité qui le place régulièrement en tête des personnalités préférées des Allemands. En mai 2007 par exemple, Horst Köhler avait rendu visite à Christian Klar, ancien membre de la *Rote Armee Fraktion* (RAF) aujourd'hui en prison. Ce dernier avait demandé au Président une demande

de grâce, finalement refusée.

CDU/CSU et FDP avaient donc apporté leur soutien à une nouvelle candidature de Horst Köhler et comptaient sur une élection tranquille et sans réelle opposition le 23 mai 2009. Seulement voilà, le parti social-démocrate (SPD) ne l'a pas entendu de cette oreille et a intronisé candidate, comme en 2004, la présidente de l'université Vieldrina de Francfort sur Oder, Gesine Schwan. Avant

d'entamer sa carrière de politologue, celle-ci avait obtenu son baccalauréat au lycée français de Berlin. Elle est également connue pour son engagement pour les relations avec la Pologne, notamment à travers ses fonctions de présidente allemande du forum germano-polonais et de coordinatrice pour la coopération sociale entre Allemagne et Pologne. L'annonce même de cette candidature a provoqué la colère de certains membres du parti conservateur qui y ont vu là une déclaration de guerre de la part du SPD, leur partenaire au sein de la coalition en place à Berlin depuis 2005. Cette grande coalition CDU/CSU-SPD vit donc à cette occasion un nouvel épisode douloureux et le climat s'alourdit encore un peu plus entre les deux principaux partis allemands. La course à la présidence semble donc donner à tous les partis l'occasion de fourbir leurs armes avant la grande confrontation des élections parlementaires de l'automne 2009.

## Une délicate équation

L'un des principaux enjeux politiques de cette élection présidentielle sera de voir quelle attitude adoptera le SPD vis-à-vis du nouveau parti de gauche *Die Linke*. Cette question extrêmement délicate est devenue centrale sur l'échiquier politique depuis que *Die Linke* s'est positionné en acteur incontournable en obtenant des sièges dans toutes les élections régionales des derniers mois, y compris dans les diètes de l'ouest du pays. Les voix de la nouvelle gauche seront indispensables pour faire élire Gesine Schwan, alors que le SPD dénie toute velléité de coopération avec elle. La candidate, jusque-là connue notamment pour ses positions anti-communistes, a certes annoncé vouloir conquérir les voix de *Die Linke*. Mais, en qualifiant Oskar Lafontaine, président du parti, de „démagogue“, elle a montré qu'elle n'était pas prête à tous les compromis. Si cette alliance devait avoir lieu, ce serait un pas de plus vers le rappro-

chement de ces deux tendances, même si le SPD, et à sa tête Kurt Beck, ministre-président de Rhénanie-Palatinat, a exclu que cette alliance puisse se produire pour les élections parlementaires.

*Die Linke*, ainsi que les *Grünen*, ont dit vouloir attendre les résultats des prochaines élections régionales en Bavière, fin septembre, pour se prononcer. Celles-ci seront décisives. Le Président de la République fédérale en effet est élu par une Assemblée fédérale (*Bundesversammlung*) et non pas directement par le peuple comme en France, ce qui est également censé réduire la légitimité de la fonction exercée. Cette grande Assemblée est composée de tous les membres du Bundestag auquel s'ajoute un nombre équivalent de représentants des *Länder*. Ces représentants, des parlements régionaux mais aussi de la société civile, sont choisis proportionnellement au poids politique des différents partis dans chaque Land. A l'heure actuelle, les décomptes donnent une courte majorité aux partis CDU/CSU-FDP, favorables donc à Horst Köhler. Mais cette tendance pourrait basculer avec la tenue des élections régionales de fin septembre en Bavière. En effet, il n'est pas impossible que la CSU perde un certain nombre de points dans un bastion jusque-là acquis à sa cause. L'entrée de *Die Linke* au *Landtag* de Munich n'est pas non plus à écarter, ce qui ne manquerait pas de renouveler le débat sur ce parti controversé et sur l'apparition durable d'un système à cinq partis.

Le SPD se trouve donc dans une position délicate à gérer. En renonçant à s'allier avec *Die Linke*, il tirerait une croix sur des voix très précieuses pour accéder au pouvoir. Mais en acceptant cette alliance, il se mettrait, de toute façon, à dos son actuel partenaire conservateur de la grande coalition et remettrait en cause sa propre crédibilité, risquant ainsi de faire fuir une partie de ses propres électeurs. Gesine Schwan a jusqu'au 23 mai 2009 pour tenter, avec son parti, de résoudre cette délicate équation.